

Nantes, le 11 août 2008

**LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE  
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE  
Officier de la légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du mérite**

**VU** le titre 1er du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

**VU** l'arrêté préfectoral du 22 août 2001 autorisant la société UNILOIRE à poursuivre l'exploitation d'une minoterie et d'une unité de fabrication d'aliments pour le bétail (UAB) sur la commune de Teillé,

**VU** les constatations réalisées lors de la visite d'inspection du 24 octobre 2007 concernant notamment la séparation du site en deux sociétés administratives différentes : UNILOIRE pour la partie minoterie et BELLANNE pour l'UAB,

**VU** la réponse apportée par la société UNILOIRE dans son courrier du 15 décembre 2007 confirmant la séparation effective du site en deux entités administratives différentes et stipulant les responsabilités de chacune d'elles, en particulier le fait qu'UNILOIRE reste le seul et unique responsable du site,

**VU** la réponse apportée par la société BELLANNE dans son courrier du 16 décembre 2007 confirmant et acceptant les termes du courrier UNILOIRE,

**VU** la notification de la société EVELIA indiquant qu'elle succède à la société UNILOIRE pour l'exploitation de trois sites en Loire Atlantique dont celui de Teillé,

**VU** le rapport de M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur principal des installations classées, en date du 26 mai 2008,

**VU** l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 12 juin 2008,

**VU** le projet d'arrêté transmis à la société EVELIA en application de l'article R. 512-26 du code de l'environnement en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours,

**EN** l'absence d'observations de la part de la société EVELIA,

**CONSIDERANT** que la situation administrative du site de Teillé ne correspond plus aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 août 2001 susvisé régissant les installations,

**CONSIDERANT** que la coexistence des deux entités administratives doit être prise en compte dans cet arrêté préfectoral pour notamment déterminer les responsabilités de chacune d'elles,

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

## **A R R E T E**

### **Article 1er :**

La société EVELIA (ex UNILOIRE), dont le siège social est à La Varenne (49270) Moulin de La Varenne, 6 impasse La Renaudière, prend les mesures nécessaires pour assurer le respect des prescriptions complémentaires du présent arrêté régissant l'exploitation d'une minoterie et d'une unité de fabrication d'aliments pour le bétail situées à Teillé (44440) «Moulin de Teillé ».

### **Article 2 : Prescriptions complémentaires**

Les articles 1.1, 1.3.2, 2.4, 3.2 et 3.3 de l'arrêté préfectoral du 22 août 2001 autorisant la société UNILOIRE à poursuivre l'exploitation d'une minoterie et d'une unité de fabrication d'aliments pour le bétail situées à Teillé sont remplacés par les articles 1.1, 1.3.2, 2.4, 3.2 et 3.3 figurant en annexe du présent arrêté.

### **Article 3 :**

Faute pour la société EVELIA de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement.

### **Article 4 :**

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

### **Article 5 :**

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Teillé et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie de Teillé pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de Teillé et envoyé à la préfecture (direction de l'aménagement et de l'environnement - bureau de l'environnement).

Un avis sera inséré par les soins du préfet et au frais de la société EVELIA, dans les quotidiens « Ouest-France » et « Presse-Océan ».

Article 6 :

Deux copies du présent arrêté seront remises à la société EVELIA qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de ce dernier.

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet d'Ancenis , le maire de Teillé et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur principal des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Le PREFET,  
pour le préfet,  
le secrétaire général  
signé : Michel PAPAUD**

P.J. : 1 annexe

## **ANNEXE**

### **PRESCRIPTIONS**

#### **Article 1.1 -Autorisation**

Les sociétés EVELIA (ex UNILOIRE), dont le siège social est situé à La Varenne (49270) 6 impasse La Renardière, et BELLANNE dont le siège social est situé à Thouars (79) zone industrielle de Louzy, sont autorisées, sous réserve de la stricte observation des dispositions du présent arrêté, à exploiter sur à Teillé (44440) « Moulins de Teillé », une minoterie et une unité de fabrication d'aliments pour le bétail (UAB) dont certaines installations peuvent être communes.

Ces deux sociétés sont étroitement liées de par leur statut de filiale du groupe TERRENA dont le siège social est à la Noëlle à Ancenis.

La totale et entière responsabilité du site est confiée à la société EVELIA qui reste l'interlocuteur unique de l'inspection des installations classées. Ainsi, dans le présent arrêté le terme exploitant désigne la société EVELIA.

#### **Article 1.3.2 – Activités générales**

Les activités exercées sur le site de Teillé comprennent d'une part la mouture de blé en farines panifiables réalisées par la société EVELIA, d'autre part la fabrication d'aliments pour le bétail réalisée par la société BELLANNE.

Lors de la réception du blé, l'exploitant en assure l'échantillonnage puis le nettoyage. Ensuite il effectue la mouture par broyage et tamisage jusqu'à obtention de la farine (120 t/j). L'ensemble des résidus organiques est valorisé dans les sons et remoulages pour la fabrication d'aliments pour le bétail.

Celle ci s'effectue à raison de 160 t/j par broyage et mélange des matières premières, granulation le cas échéant, ensachage éventuel.

#### **Article 2.4 – Dossier installations classées pour la protection de l'environnement**

Les exploitants visés à l'article 1.1 tiennent à jour un dossier comportant au moins les éléments suivants :

- ▶ Les dossiers de demande d'autorisation et de déclaration des installations classées
- ▶ Les plans mis à jours (inclus le plan des réseaux)
- ▶ Les arrêtés préfectoraux relatifs à l'établissement
- ▶ Les résultats des mesures sur les effluents
- ▶ Le rapport de contrôle des installations électriques (AM du 31 mars 1980)
- ▶ Les documents prévus au présent arrêté, notamment aux articles 2.6.3, 3.3, 4.5, 6.1, 8.5, 8.6, 11.3.2, 12.4

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Toute nouvelle étude réalisée dans le cadre d'une mise à jour du dossier d'autorisation, d'extension ou de modification touchant tout ou partie des installations, devra porter sur l'ensemble des installations du site et non pas uniquement sur l'installation concernée. Une procédure de concertation mutuelle est à mettre en place.

### **Article 3.2 – Responsable**

L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux spécificités et aux questions de sécurité. Le responsable de l'unité de fabrication d'aliments pour le bétail et placé sous la responsabilité directe de la société EVELIA.

### **Article 3.3 – Consignes - procédures**

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations (minoterie et UAB) comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien et à la mise en service en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont communes aux deux installations et sont tenues à jour et affichées dans des lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour dans le dossier mentionné à l'article 2.4 et mises à la disposition de l'inspection du travail.